PROCES VERBAL
CONSEIL DU 22 MAI 2015

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Conseil de Communauté

Procès Verbal de la séance du 22 Mai 2015

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Robert ASSANTE - Colette BABOUCHIAN - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Patrick BORE - Nicole BOUILLOT - Valérie BOYER - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Anne DAURES - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Eric DIARD - Emilie DOURNAYAN - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - José GONZALES - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert LAPEYRE - Laurent LAVIE - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Janine MARY - Florence MASSE - Richard MIRON - André MOLINO - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Véronique PRADEL - Marlène PREVOST - Marine PUSTORINO - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Sandra SALOUM-DALBIN - Guy SAUVAYRE - Isabelle SAVON - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - EMMANUELLE SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Lionel VALERI - Josette VENTRE - Patrick VILORIA - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Didier ZANINI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

René BACCINO représenté par Albert GUIGUI - Mireille BALOCCO représentée par Jérôme ORGEAS - Marie-Josée BATTISTA représentée par Albert LAPEYRE - Mireille BENEDETTI représentée par Lionel VALERI - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Alain CHOPIN - Jean-Louis BONAN représenté par André GLINKA-HECQUET - Sophie CELTON représentée par André MOLINO - Christophe DE PIETRO représenté par Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Dominique DELOURS représenté par Grégory PANAGOUDIS - Nouriati DJAMBAE représentée par Annie LEVY-MOZZICONACCI - Jean-Claude GAUDIN représenté par Laure-Agnès CARADEC - Jean-Pierre GIORGI représenté par Roland GIBERTI - Vincent GOMEZ représenté par Marc LOPEZ - Annie GRIGORIAN représentée par Patrick BORE - Daniel HERMANN représenté par Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nathalie LAINE représentée par Andrée GROS - Eric LE DISSES représenté par Véronique PRADEL - Laurence LUCCIONI représentée par Isabelle SAVON - Patrick MAGRO représenté par Marc POGGIALE - Bernard MARTY représenté par Louisa HAMMOUCHE - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Martine MATTEI représentée par Michel ILLAC - Guy MATTEONI représenté par EMMANUELLE SINOPOLI - Patrick Mennucci représenté par Samia GHALI - Danièle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Claudette MOMPRIVE représentée par Martine GOELZER - Yves MORAINE représenté par Carine ROGER - Daniel NAVARRO représenté par Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Maxime TOMMASINI représenté par Sandra SALOUM-DALBIN - Claude VALLETTE représenté par Didier ZANINI - Martine VASSAL représentée par Eric DIARD - Karim ZERIBI représenté par Josette FURACE.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Michel DARY - Yann FARINA - Roland POVINELLI.

La séance est ouverte à 09 H 40
sous la Présidence de Monsieur Guy TEISSIER,
Député des Bouches du Rhône
Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, le quorum étant atteint, je déclare notre séance ouverte.

I – APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 10 AVRIL 2015

Monsieur LE PRESIDENT.- Je sou mets à votre approbation le compte-rendu analytique de notre séance du 10 avril 2015.

Y a-t-il des questions ?

(Pas d'observation)

S'il n'y a aucune observation, je le considère comme adopté.

Le procès-verbal de la séance du 10 avril 2015 est adopté.

II – COMPTE RENDU DES DECISIONS DU PRESIDENT

III – COMPTE RENDU DES DECISIONS DU BUREAU DU 10 AVRIL 2015

Monsieur LE PRESIDENT.- Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que le compte-rendu des décisions du Président ainsi que le compte rendu des décisions du Bureau soient portés à la connaissance du Conseil. Ces comptes rendus ont été transmis en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

Je vais vous demander l'autorisation d'inscrire une procédure d'urgence.

Nous sommes sollicités par la Ville de de Marseille qui doit déposer sa candidature avant le 23 juin prochain pour l'organisation des épreuves de voile et de football des jeux olympiques et paralympiques de 2024.

Compte tenu qu'elle a sollicité par courrier du 18 mai 2015, une délibération de principe sur le soutien de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, je vous demande, conformément à l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'approbation de la procédure d'urgence pour le rapport relatif au soutien à la ville de Marseille pour l'organisation des épreuves de voile et de football des jeux olympiques et paralympiques de 2024.

Y a-t-il des oppositions ?

(Pas d'observation)

Je vous remercie, la procédure d'urgence est adoptée.

IV – EXAMEN DES RAPPORTS

COMMISSION FONCTIONNEMENT ET MAITRISE DES COUTS

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Blum, la Commission Fonctionnement et Maîtrise des Coûts s'est réunie le mardi 12 mai, avez-vous quelques observations à nous faire ?

Monsieur BLUM.- Monsieur le Président, notre Commission s'est réunie récemment. Nous avons examiné l'ensemble des rapports. Il s'agissait de rapports qui étaient essentiellement techniques puisqu'ils concernaient des garanties d'emprunt.

Pour le reste, tous les rapports ont été votés, comme vous l'imaginez avec un certain nombre de réserves. Au cours de notre session, les membres de cette Commission feront certainement les observations qui s'imposent.

1. FCT 001-22/05/15 CC - Dotation de Solidarité Communautaire 2015

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

2. FCT 002-22/05/15 CC - Approbation d'une Garantie d'emprunt à ICF Sud-Est Méditerranée SA HLM pour l'opération Acquisition - Amélioration de 44 logements situés 18 rue Capitaine Combaud de Roquebrune à Marseille, 7ème arrondissement.

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission, réserve de vote du Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

3. FCT 003-22/05/15 CC - Approbation d'une Garantie d'emprunt à ICF Sud-Est Méditerranée SA HLM pour l'opération Acquisition - Amélioration de 74 logements situés 97 rue Crimée à Marseille, 3ème arrondissement

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

4. FCT 004-22/05/15 CC - Approbation d'une Garantie d'emprunt à ICF Sud-Est Méditerranée SA HLM pour l'opération Acquisition - Amélioration de 65 logements situés 233 boulevard Chave à Marseille 4ème arrondissement.

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

5. FCT 005-22/05/15 CC - Approbation d'une Garantie d'emprunt à Grand Delta Habitat pour l'acquisition en vente en état futur d'achèvement (VEFA) de 44 logements collectifs situés "Domaine Frascati I" Route de Laure à Châteauneuf-les-Martigues.

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

6. FCT 006-22/05/15 CC - Approbation d'une Garantie d'emprunt à Grand Delta Habitat pour l'acquisition en vente en état futur d'achèvement (VEFA) de 30 logements situés Frascati II Route de Laure à Châteauneuf-les-Martigues.

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

7. FCT 007-22/05/15 CC - Approbation d'une Garantie d'emprunt à Grand Delta Habitat pour l'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 57 logements locatifs sociaux situés route de Farren à Châteauneuf-les-Martigues.

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

8. FCT 008-22/05/15 CC - Approbation d'une Garantie d'emprunt à ICF Sud-Est méditerranée SA HLM pour l'opération Acquisition - Amélioration de 19 logements, située 18 rue Capitaine Combaud de Roquebrune à Marseille, 7ème arrondissement.

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

9. FCT 009-22/05/15 CC - Approbation d'une convention avec la commune de Marignane relative à la mise œuvre, hébergement et exploitation régulière de l'outil logiciel d'instruction des droits du sol.

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Giorgi étant absent, Monsieur Blum, voulez-vous bien rapporter le rapport n°9.

Monsieur BLUM.- Avis favorable de la Commission, Monsieur le Président.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

10. FCT 010-22/05/15 CC - Attribution d'une subvention à l'association XCAPE pour le projet DUMMY

Monsieur BLUM.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

11. FCT 011-22/05/15 CC - Approbation de la participation de Marseille Provence Métropole à l'édition 2015 de la "Grande parade maritime Marseille Provence Métropole"

Monsieur BLUM.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous espérons rassembler entre 1500 et 2000 bateaux. Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

12. FCT 012-22/05/15 CC - Désignations de Marseille Provence Métropole au sein de divers organismes

Monsieur BLUM.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

13. FCT 013-22/05/15 CC - Installation de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

Monsieur BLUM.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

14. FCT 014-22/05/15 CC - Participation de la Communauté urbaine à la réalisation d'une étude sur la production, la gestion et l'élimination des déchets sur le périmètre du marché d'intérêt national par le versement d'une subvention à la Somimar

Monsieur BLUM.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur BAUMANN.- Monsieur le Président, mesdames et messieurs, j'interviens aujourd'hui dans la rubrique Fonctionnement et Maîtrise des Coûts, dans votre rapport n°14.

Philosophiquement, cette intervention pourrait s'étendre à l'ensemble des rapports.

Ici, il s'agit de faire participer la Communauté urbaine à la réalisation d'une étude sur la production, la gestion et l'élimination des déchets sur le périmètre du marché national par le versement d'une subvention à la Somimar.

Il s'agit donc de financer une étude portant sur l'identification du gisement, la gestion et le traitement des déchets produits par l'ensemble des usagers du MIN, et tenant compte de la réalisation de la L2 qui empiètera sur ce domaine, et d'étudier les modalités de prise en charge des coûts financiers par différents types d'usagers que sont les clients, les producteurs, les grossistes et les résidents à l'intérieur du périmètre et cela pour un montant de 65 000 euros (je trouve que c'est un peu cher) dont 25% à la charge de la Communauté urbaine. Mais il ne s'agit que d'une étude qui ne peut que déboucher dans le futur à court terme sur des travaux très lourds.

Je n'ai pas constaté, dans votre projet, une économie équivalente ou autre ressource.

Nous ne pouvons pas être contre une initiative qui découle du bon sens puisqu'il s'agit d'un projet, qui s'il est bien suivi, devrait corriger l'actuel service qui est abominable et qui devrait faire l'objet d'une enquête de l'hygiène.

Par contre, nous ne le soutiendrons pas en nous abstenant, car comme répété à chaque plénière, malgré vos efforts pour ne pas augmenter le déficit, qui est toujours aussi important, rien n'est sérieusement entrepris pour le faire substantiellement baisser. Pour équilibrer vos comptes, il y a toujours plus d'emprunts qui deviennent et deviendront, non plus les impôts de demain, mais ceux de demain et d'après-demain.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Baumann, je crois que votre formation professionnelle est celle de comptable.

Monsieur BAUMANN.- Expert-comptable.

Monsieur LE PRESIDENT.- A plus forte raison, je vous incite à l'expertise des comptes. Vous pouvez faire de jolies phrases disant que l'on emprunte de plus en plus mais c'est faux, on emprunte de moins en moins. Relisez la comptabilité publique de notre établissement public, cela vous ramènera à plus de réalité. C'est la première des choses.

La seconde, et je dois reconnaître que ce que vous dites n'est pas infondé, mais ce sont les travaux de la L2 qui nous imposent le déplacement de la déchèterie. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, nous connaissons les nuisances que vous venez d'énoncer.

Nous ne ferons pas de travaux car nous voulons que les pollueurs soient les payeurs. Nous allons faire payer les producteurs de déchets car cela me paraît normal que ce soit ceux qui créent des déchets qui paient plutôt que l'ensemble des contribuables. C'est aussi simple que cela, cela me paraît plus juste et je pense que cela doit être de nature à vous rassurer, si j'ai bien compris votre propos.

Monsieur BAUMANN.- Les travaux à venir seront à la charge de la Communauté urbaine !

Monsieur LE PRESIDENT.- Non ! Monsieur Baumann, encore une fois, montrez votre expertise : ils ne seront pas payés par la Communauté urbaine mais par les producteurs. Vous souhaitiez une réponse, vous l'avez.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

15. FCT 015-22/05/15 CC - Actualisation de la stratégie d'intervention de Marseille Provence Métropole pour les Programmes Européens 2014-2020

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est M. Jean-Pierre Bertrand qui devait présenter ce rapport, en son absence, ce sera M. Montagnac.

Monsieur MONTAGNAC.- Monsieur le Président, j'apporterai deux précisions importantes.

Premièrement, contrairement à ce qui se passait sur le Contrat de Plan précédent, ce n'est plus MPM qui est gestionnaire des fonds mais la Région. A ce sujet, 10% de l'enveloppe nationale des crédits FEDER et FSE gérés par la Région devront être consacrés au développement urbain et à la nouvelle géographie d'intervention de la politique de la ville. Sur plus de 21 millions d'euros, la Région PACA va devoir reverser 11,4 millions à MPM.

Pour obtenir en effet ce levier, MPM a concentré sa programmation sur trois axes majeurs du Contrat de Ville, à savoir :

- les transports durables pour 47%, soit 5,3 millions,
- la promotion et l'inclusion sociale pour 44%, soit 5,3 millions,
- favoriser l'emploi pour 9%, soit 1,6 million.

Nous pouvons déplorer tout simplement que pour l'instant, et j'espère que cela va changer, il y a eu peu de concertation avec la Région. Néanmoins, ces trois axes sont la décision que nous soumettons à votre vote aujourd'hui.

Monsieur CATANEO.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je souhaite intervenir au nom du groupe Front National afin de dénoncer le système des fonds structurels alloués à l'Etat et aux collectivités locales par Bruxelles, et profiter du fait que le rapport au Conseil n°15 mis à l'ordre du jour nous donne l'occasion de traiter de ce sujet pour le moins complexe.

En effet, ce système, sous couvert de justifications louables « investissement pour la croissance et l'emploi » – qui pourrait être contre le principe ? – permet dans les faits de graves dérives comptables et « clientélistes ».

Mais rappelons tout d'abord rapidement les règles très techniques de cette « usine à gaz ».

Depuis 2014 les Conseils régionaux sont devenus gestionnaires des principaux fonds FEDER, FEADER et d'une partie du FSE (35%) ; ce sont des sommes allouées périodiquement par la Commission européenne directement ou indirectement aux collectivités locales des différents Etats membres. (Notons au passage qu'il s'agit de court-circuiter petit à petit l'Etat Nation, qui a un droit de gestion, et donc de décision et de contrôle, qui se réduit comme peau de chagrin de programme en programme avec l'onction des majorités UMPS au Parlement européen, chose que nous dénonçons vivement, cela va de soi).

Nous ne reviendrons pas sur la période 2007-2013 pour laquelle près de 11 millions d'euros (FEDER plus FSE) ont été alloués au titre de la politique afférant aux « quartiers sensibles », pour quel résultat ? Quelle efficacité ?

Pour la période qui nous intéresse directement, car elle s'inscrit dans notre mandature, un accord partenariat français a été adopté par la Commission en août 2014 pour les programmes 2014-2020.

Il s'agit de reconduire en grande partie les actions du programme précédent, et donc nous ne pouvons que désapprouver un emploi des deniers publics en pure perte : du social oui, du saupoudrage clientéliste pour acheter la « paix sociale » au nom du sacré saint principe trotskyste de « discrimination positive », au bénéfice finalement d'un certain électorat « communautariste », non, non et non !

Le groupe Front National votera donc contre ce rapport qui pérennise...

[Brouhaha]

Les démocrates, écoutez un peu, je n'ai pas fini !

... une politique de la ville UMPS en faillite totale.

Pour relancer l'emploi, baissons plutôt la pression fiscale des entreprises et des ménages et mettons en place un protectionnisme intelligent pour nous garder de la concurrence déloyale ultralibérale naïve, sortons de Schengen, mettons en place une politique industrielle, une politique monétaire française et surtout ne ratifions pas le TAFTA, il en va de notre survie économique, sociale et culturelle !

Merci.

[Applaudissements]

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce qu'il y a de bien avec vous, c'est que quel que soit le sujet, on sait toujours comment cela finit. C'est assez agréable, remarquez.

Madame GHALI.- Monsieur le Président, vous faites bien de le dire ; avec eux, c'est sans surprise, on sait comment ça démarre et comment ça se termine...

(S'adressant au groupe Front National Rassemblement Bleu Marine) Faites votre travail sur le terrain, ce ne sera déjà pas si mal !

Quand on ne sait pas de quoi on parle, il ne faut pas parler. C'est souvent leur cas d'ailleurs. Ils parlent souvent de choses qu'ils ne connaissent pas. Ils viennent de nous expliquer aujourd'hui qu'en fait, ils sont contre l'emploi, contre les commerçants de la Communauté urbaine car le FEDER apporte aussi de l'aide aux commerçants, notamment pour le ravalement des façades, l'embellissement des commerces afin que dans nos quartiers et nos noyaux villageois, les commerces perdurent.

En tout cas, dans les 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements, nous en avons profité et les commerçants sont heureux d'avoir pu en profiter. Je sais que cela s'est étendu dans la ville et dans les communes de la Communauté urbaine. Cela prouve effectivement l'importance de la question du FEDER.

On ne peut pas taper sur l'Europe en disant que l'Europe n'apporte rien et ne pas en profiter quand elle nous aide et nous apporte un financement !

Je suis fier qu'à la Communauté urbaine, à la Région et dans toutes les collectivités, cet argent soit utilisé complètement, ce qui n'était pas le cas par le passé. Je sais qu'Eugène Caselli, en tant que Président, avait accentué les choses. A l'époque, je l'avais demandé. Je trouvais qu'il n'était pas normal que nous n'utilisions pas cet argent même s'il était compliqué à affecter.

C'est désormais le cas, notamment pour la création d'emplois et c'est fait selon des règles très claires. Ce n'est pas du saupoudrage. Ce ne sont pas des subventions à des associations, mais uniquement selon un critère très simple, un critère économique et d'emploi.

Aujourd'hui, dans notre Communauté urbaine, nous en avons bien besoin.

Que les représentants du Front National ne soient pas d'accord pour l'emploi et les commerces de proximité, dont acte !

[Applaudissements]

Monsieur LE PRESIDENT.- Je voudrais dire à l'orateur du Front National que je suis diamétralement opposé à ce qu'il vient de dire. Je trouve qu'on ne se sert pas assez des fonds européens. Mme Ghali vient de dire qu'il y avait eu une augmentation de l'utilisation des fonds mais je trouve qu'il nous en faudrait beaucoup plus encore, aujourd'hui pour notre Communauté urbaine et demain pour notre Métropole si nous voulons réaliser les grands projets métropolitains qui sont devant nous. Je pense que vous devriez dire à vos élus qui siègent à l'Europe d'être plus présents. J'ai vu que Mme Le Pen par exemple n'était jamais

présente, ou très peu. Je pense qu'elle pourrait vous être utile si elle venait avec ses interventions, un peu comme vous venez de le faire. Mais ça, c'est une intervention, agréable pour vous sans doute, mais qui ne sert à rien. Qu'elle aide Marseille et qu'elle vous aide en quelque sorte (elle nous aiderait en même temps) pour obtenir de l'aide pour notre ville, pour les grands équipements structurants, pour MPM et au-delà pour la Métropole. Ce serait là quelque chose de constructif.

Voilà les quelques mots que je voulais dire en réponse à votre intervention.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

15 bis. FCT 016-22/05/15 CC - Soutien à la Ville de Marseille pour l'organisation des épreuves de voile et de football des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024

Monsieur LE PRESIDENT.- Je n'entre pas dans le détail. Aucune somme n'est fixée, car il s'agit d'un rapport de principe. Nous verrons ensuite en fonction des fonds dont nous disposerons ce que nous pourrons faire mais il va de soi que nous aurons tous à cœur de participer à cette manifestation.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Sauvayre, la Commission « Aménagement de l'Espace Communautaire » s'est réunie le 13 mai. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur SAUVAYRE.- Monsieur le Président, chers collègues, il n'y a pas eu de difficultés majeures lors de cette Commission. Sept rapports étaient soumis au vote. Tous ont été adoptés à l'unanimité des votants, avec, sans surprise, la réserve du Front National. Je voudrais souligner que nous avons fait une réunion technico-pédagogique sur le PLUi et remercier le professionnalisme des techniciens de MPM.

16. AEC 001-22/05/15 CC - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal - Arrêt des modalités de collaboration avec les communes de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

Madame CARADEC.- Monsieur le Président, nous avons deux rapports importants aujourd'hui sur le PLUi : l'arrêt des modalités de collaboration avec les communes et la prescription qui lance la procédure de PLUi aujourd'hui.

C'est un moment fort en matière d'urbanisme et d'aménagement. Au début de l'année 2020, ce document remplacera nos 18 PLU et POS aujourd'hui en vigueur.

Le PLUi est devenu une obligation depuis les lois Grenelle et ALUR. Un premier exercice de planification avait déjà été réalisé avec le Schéma de Cohérence Territoriale.

Aujourd'hui, une nouvelle marche s'offre à nous et il convient de la monter comme l'on fait d'autres grandes agglomérations françaises avant nous.

Le chantier est énorme mais il sera passionnant car nous y sommes préparés.

Depuis 15 ans, les 18 Maires travaillent ensemble sur la thématique de l'urbanisme. Nous avons dans cette enceinte déjà approuvé plus de 180 procédures d'urbanisme que ce soit des révisions ou des modifications de POS ou de PLU pour faire ensemble « de l'urbanisme communautaire ».

Les équipes techniques sont prêtes à nous accompagner dans le cadre de groupes de travail mis en place depuis quelques mois et dont le prochain aura lieu mardi 26 mai puisque nous avons pris l'engagement de réunir les Maires tous les mois sur cette procédure.

Les équipes, dont le professionnalisme vient d'être souligné par Guy Sauvayre et je m'y associe bien entendu, sont à la disposition des Maires, et je sais que de nombreuses réunions sont déjà prévues dès le mois de juin dans chaque commune.

Quels sont maintenant les enjeux de ce futur document ?

Il y en a trois.

Le premier est celui de l'opérationnalité. Le PLUi va permettre de traduire les objectifs que nous nous étions fixés collectivement dans le SCoT. Nous allons le faire, tout en respectant et en prenant en compte les spécificités de chaque commune, bien entendu dans le cadre d'une cohérence communautaire.

Le second est celui de la méthode. Notre méthode de travail qui associe fortement les communes, et c'est l'objet d'une des deux délibérations de ce matin, doit servir d'exemple à tous les futurs acteurs de la Métropole. Nous ne parviendrons à élaborer un document efficace dans sa mise en œuvre et dans son appropriation qu'à partir du moment où nous respecterons les échanges et un équilibre juste entre l'avis des élus, principalement, celui des habitants et des acteurs de la société civile.

Troisième enjeu fort, et c'est le plus important, c'est l'ambition que nous devons donner à notre territoire. Il nous est important, nous élus, de planifier et d'anticiper le développement de cet espace que nous formons aujourd'hui à 18, en définissant et en répartissant de la manière la plus équilibrée, la plus harmonieuse et la plus qualitative possible, nos espaces naturels et agricoles, nos lieux d'habitations et d'activités.

Il est clair que ce premier PLU intercommunal dans le contexte qui est le nôtre devra aussi trouver les liens et les accroches avec les autres territoires de la Métropole, et ce en matière de déplacement, de développement économique, d'habitat et bien sûr toutes les autres thématiques qui en découlent.

Soyez rassurés, le paradoxe de ce nouvel exercice est que les communes resteront au cœur du dispositif. Ce sont les bases posées par le Président lors de notre première Conférence Intercommunale qui s'est tenue le 12 janvier 2015. C'est pour moi une nécessité à laquelle je m'engage et un message fort que je fais régulièrement passer à l'ensemble des équipes techniques qui travaillent sur ce dossier.

C'est ainsi à plusieurs (les communes et la Communauté urbaine) que nous allons engager dès la semaine prochaine la co-construction du futur PADD (Plan d'Aménagement et de Développement Durable).

C'est notre premier challenge pour les années 2015 et 2016.

Voilà, tout est dit, nous travaillerons mardi tous ensemble, une fois de plus avec bien entendu une association déclinée envers les Maires de secteur qui ne font pas partie forcément du déroulé mais qui seront bien entendu associés.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je voudrais remercier Mme Caradec et les services pour le travail remarquable qu'ils font en direction des Mairies, de l'information qui est apportée à chacun de nos 18 Maires mais également aux Maires d'arrondissements qui portent eux aussi une charge même s'ils ne sont pas dans les mêmes responsabilités. Je pense qu'il est tout à fait important que cette information soit partagée par tous. Merci de ce

travail accompli par les élus et que conduit Laure-Agnès Caradec et par les fonctionnaires extrêmement dévoués et compétents.

Je dois vous dire que nous allons dépasser ce qui est prévu sur le plan législatif puisque toutes les communes ont déjà délibéré dans chacun de leur Conseil municipal, néanmoins, vous serez consultés quatre fois, ce qui est plus important que ce que ne prévoit le texte de loi. Vous connaissez ma philosophie en la matière : je considère que les Maires des communes doivent rester maîtres de la planification de leur urbanisme. C'est donc la raison pour laquelle nous faisons ce travail en proximité avec vous. Ceci étant dit, je mets aux voix ces deux rapports.

Le rapport est adopté à l'unanimité

17. AEC 002-22/05/15 CC - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal - Prescription - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

Le rapport est adopté à l'unanimité

18. AEC 003-22/05/15 CC - Plan local d'urbanisme de Gémenos - Engagement de la procédure de modification n°1.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Monsieur LE PRESIDENT.- Le Front est contre, le Maire de Gémenos n'en revient pas.

Monsieur GIBERTI.- Est-ce possible d'avoir des explications sur ce vote contre ?

Monsieur LE PRESIDENT.- Apparemment, ils n'ont pas manifesté d'intention d'expliquer leur vote. C'est donc un avis favorable à l'exception du Front National qui semble ne pas aimer la ville de Gémenos !

19. AEC 004-22/05/15 CC - Résorption de l'Habitat indigne Secteur Saint Mauront Gaillard - Engagement d'une Déclaration d'Utilité Publique au profit de la SOLEAM pour l'expropriation d'un lot de copropriété au 5 rue Guichard à Marseille 3ème arrondissement.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

20. AEC 005-22/05/15 CC - Résorption de l'Habitat Indigne Secteur Bouès Belle de Mai - Engagement d'une Déclaration d'utilité Publique et d'expropriation au bénéfice de la Ville de Marseille portant sur un immeuble situé au 35 rue Cristofol à Marseille 3ème arrondissement

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

21. AEC 006-22/05/15 CC - Opération d'Intérêt National Euroméditerranée - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) littorale à Marseille 15ème arrondissement. Dossier de réalisation - Accord de Marseille Provence Métropole sur les équipements publics d'infrastructures - Avis de Marseille Provence Métropole sur le programme d'équipements publics

Madame PHILIPPE.- Monsieur le Président, chers collègues, tout d'abord permettez- moi de féliciter les services pour la qualité du support très complet et très clair qui permet d'étudier précisément ce projet ambitieux et pharaonique si j'en juge par les chiffres.

En effet, Euromediterrannée2, c'est 169 hectares, dont un parc urbain de 14 hectares, une projection d'accueil de 30 000 habitants, la création de 20 000 emplois, pour un coût total d'un peu moins d'un milliard d'euro.

Notre propos aujourd'hui concerne le premier maillon de ce projet : la ZAC littorale de 53 hectares qui prévoit 6452 logements dont 25% sociaux et 15% à prix maîtrisés et / ou accession sociale, 127 000 m² de tertiaire et nombreux équipements de petite enfance, sociaux, sportifs et culturels.

Ce secteur situé dans les 2^{ème}, 3^{ème} et 15^{ème} arrondissements de Marseille souffre actuellement d'une friche industrielle, et d'une très forte paupérisation s'ajoutant à une desserte en transports en commun assez médiocre, il faut le dire.

Le fait de donner un côté un plus humain, améliorer le cadre de vie, et ainsi sortir de cette image Marseille et ses quartiers Nord peut être une bonne chose.

Ainsi, renommer le littoral en corniche nord et l'aménager, remplacer les barres de logements en logements bioclimatiques en utilisant des énergies renouvelables, la présence d'un parc au milieu duquel renaît une rivière, tous ces aménagements vont concourir à redynamiser le secteur, et la ville même de Marseille.

Alors, Monsieur le Président, Madame Caradec, j'ai fermé les yeux un instant, j'étais dans un rêve. En les rouvrant, malheureusement, je me suis retrouvée en plein cauchemar.

En effet, ce projet d'une durée de 20 ans, s'il n'y a pas de retard, d'un montant de 242 millions d'euros, peut- il être pérenne ?

J'en veux pour cela les exemples de la vie quotidienne à Marseille en matière de civilité. Ainsi j'ai peur que la rivière des Aygalades se retrouve vite submergée de divers débris flottants, que les équipements soient rapidement détériorés ou volés et les murs tagués.

De quelle manière sera entretenu ce parc, quand on constate l'état de saleté des rues, des trottoirs, des parcs de Marseille, du laxisme ambiant.

De plus, quelle va être sa fréquentation? La sécurité y sera-t-elle assurée ?

En ce qui concerne le pôle multimodal urbain Capitaine Gèze, va-t-il ressembler à la station Bougainville, où l'on n'ose pas lever les yeux de crainte de croiser le mauvais regard. Les usagers n'auront-ils pas peur de récupérer leur véhicule dans le parking à la nuit tombée ?

Certains politiques de la majorité ne peuvent se rendre compte de cette insécurité. En effet, ils vivent dans un autre monde, celui dans lequel on n'utilise les transports en commun que le jour de l'inauguration de ceux-ci.

Alors commencez par respecter les souhaits des habitants de ce quartier, rendez leur la sécurité perdue, la propreté qu'ils n'ont jamais connue, la tolérance zéro pour les méfaits de toute sorte.

Vous réussissez ce pari, alors je veux bien rêver avec vous ! Merci.

Notre groupe s'abstiendra.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Monsieur le Président, mesdames, messieurs, mes chers collègues, tout d'abord, nous avons un scoop : Mme Philippe rêve de Mme Caradec !

[Rires]

Ça, c'est déjà l'information de la matinée ! Ce n'est pas réciproque, je tiens à vous le préciser.

A priori, ce ne sont pas des rêves angéliques, il semblerait même que cela relève du cauchemar. Car ce que vous êtes en train de nous dépendre est bien sûr la réalité d'une difficulté, c'est-à-dire de quartiers qui subissent beaucoup de maux et dans lesquels la vie est compliquée, difficile et sur lesquels justement la collectivité, les politiques en responsabilité ont décidé de mobiliser toutes leurs énergies pour recréer un climat de confiance, pour recréer une volonté de développer ces espaces.

Ces espaces ont peut-être été trop abandonnés. Ces espaces ont peut-être été trop négligés. Ces espaces ont peut-être eu à un moment donné des politiques qui n'étaient pas dans le sens de ce que nous souhaitons, nous, les défenseurs de certaines valeurs républicaines. Là effectivement, on peut peut-être se retrouver sur un constat. Mais encore !

Je pense que vous êtes des élus républicains et que vous défendez les valeurs républicaines, donc je pense que vous ne verrez rien aucun mal à ce que je viens de dire.

Néanmoins, à partir du moment où nous avons cette mobilisation générale, à partir du moment où nous sommes tous convaincus qu'il y a nécessité de redonner un nouveau souffle à ces quartiers, de redonner de nouvelles perspectives, il faut que nous mobilisions toutes les énergies et c'est le sens des travaux et des engagements d'Euroméditerranée.

Qui peut aujourd'hui contester la plus-value d'Euroméditerranée 1 sur les quartiers de la Joliette, d'Arenc et autres ?

Qui peut contester qu'Euroméditerranée a participé à la métamorphose de Marseille ?

Qui peut aujourd'hui contester le fait qu'Euroméditerranée a justement redonné cette impulsion pour notre ville ?

Effectivement, il peut y avoir encore des difficultés mais que proposez-vous à part faire le constat de ce qui pourrait être l'histoire apocalyptique dont vous êtes, semble-t-il, les défenseurs les plus ardents ? Que proposez-vous pour ces quartiers ?

Vous êtes élus de ces quartiers. Certes vous gérez aussi les difficultés de ces quartiers mais que proposez-vous comme horizon bleu pour les personnes qui habitent dans ces quartiers si ce n'est dire que tout va mal et qu'il n'y a rien ?

Aujourd'hui, la Communauté urbaine, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille, mobilisent toutes les énergies nécessaires pour essayer justement de restructurer ce territoire, pour essayer de redonner du sens à l'aménagement du territoire, pour faire en sorte que cette qualité de vie, qui a disparu dans certains de ces quartiers, nous puissions justement de nouveau l'impulser. Evidemment, cela ne se fera pas du jour au lendemain mais regardez Euromed 1, cela a pris 20 ans ! 20 ans !

Néanmoins, aujourd'hui, le constat est là. Nous faisons partie de ces élus qui portons l'avenir, qui croyons en l'humain et qui faisons en sorte de poser les bases d'un renouveau.

Je vous le dis, Madame Philippe, on peut avoir, comme vous le faites, cette vision défaitiste, cette vision négative, cette vision dont vous croyez qu'elle vous aidera à

vous porter au pouvoir. Mais je crois que vous vous trompez, chers collègues du Front National.

Aujourd'hui, ce dont ont besoin nos administrés, c'est justement qu'on leur donne des perspectives, qu'on leur montre que nous mobilisons l'ensemble des énergies pour essayer de retrouver un avenir à ces quartiers.

L'avenir de ces quartiers passe justement par des espaces publics, des services publics, de la mixité en termes de logement. On peut avoir le débat, mixité sociale, mixité économique, mais vous posez-vous ces questions-là ? Quelles sont les réponses à ces questions-là ? Je ne les entends pas. C'est à vous de participer à notre débat, à ces débats d'actualité.

Chers collègues du Front National, vous serez crédibles le jour où vous ferez des propositions. Vous serez crédibles le jour où réellement vous contribuerez au développement de cette ville. Vous serez crédibles le jour où vous serez dans le concret. Aujourd'hui, tout ce que vous nous apportez, ce sont des discours, ce sont des discours défaitistes, ce sont des discours qui n'incarnent pas ce qui est l'essence même de la politique, c'est-à-dire construire et donner de l'espoir aux gens.

[Applaudissements]

Monsieur POGGIALE.- Monsieur le Président, une courte explication de notre abstention sur ce rapport. Je voudrais en donner les raisons. (Il n'y a pas d'amalgame à faire).

Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par le Conseil du 28 juin 2013 à l'unanimité et il repose sur un protocole de partenariat avec Euroméditerranée, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille, que nous avons validé.

Dans le dossier de création, il était question de 639 000 m² de surface construite avec 30% de logements sociaux, 205 000 m² à vocation économique et 26 000 m² d'équipements publics.

Aujourd'hui, on demande d'approuver le dossier de réalisation de cette ZAC.

Or, les objectifs ne sont plus les mêmes.

On est passé à 700 000 m² de constructions. Une perspective de densification, pourquoi pas ?

Là où il y a problème, c'est que cette densification de 61 000 m² repose sur un accroissement de 95 000 m² en logements au détriment de l'immobilier à vocation économique ou de services pour générer de l'emploi, alors qu'on présente le périmètre comme, je cite : « *regroupant majoritairement des terrains à vocations économique actuellement sous employés* ». Donc première question.

Mais aussi au détriment de la construction de logements sociaux, puisqu'on abaisse le seuil de 30% à 25%, alors qu'on dit vouloir, je cite à nouveau : « *prendre le parti d'une forte mixité sociale permettant les parcours résidentiels* » ; tout en sachant qu'au moins deux tiers de la population de Marseille est éligible au logement locatif social...Deuxième question.

Et troisième question : au détriment enfin des équipements publics, puisque là aussi on réduit à 24 000 m² au lieu de 26 000 m² la surface dédiée aux équipements publics...alors qu'il va y avoir plus de population résidente.

Pourquoi ces orientations nettement différentes du projet que nous avons approuvé à l'unanimité ?

Nous n'avons pas trouvé d'explications dans le dossier qui nous a été présenté, d'où notre intention de nous abstenir.

Madame GHALI.- Monsieur le Président, mon groupe votera ce rapport.

Quand on entend le Front National (mais il n'y a plus rien qui m'étonne) voter contre le PLU de Gémenos, il n'y a plus de débat possible avec eux. C'est clair, la messe est dite.

En ce qui concerne la commune de Gémenos, je dis bravo au Maire. Même si on ne partage pas les mêmes valeurs politiques, je peux reconnaître le travail qui est fait. Je pense qu'il n'y a rien à dire sur la gestion de la commune de Gémenos et sa tranquillité. Le fait que le Front National ait à redire sur Gémenos montre bien qu'on ne peut pas se fier à leur appréciation. On le savait mais aujourd'hui, on a la confirmation de tout cela !

Sur la question d'Euroméditerranée, je mettrai un bémol par rapport à ce qu'a dit mon collègue et ami M. Poggiale. Nous sommes là dans le 3^{ème} arrondissement. Nous savons que malheureusement, c'est le secteur le plus pauvre de la ville, c'est une réalité. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est l'INSEE ainsi que les services de la Communauté urbaine. Euroméditerranée fait en sorte que ce quartier renaisse de ses cendres. C'est important, on peut y arriver car on est sur un système « escargot ».

Si on ne fait pas en sorte que ce 3^{ème} arrondissement, qui est aux portes du centre-ville, soit repris en main, qu'il soit aménagé d'une autre façon, que l'on démolisse là où il y a des problèmes, nous subissons les méfaits de ce qui s'y passe. Je le dis en tant que Maire des 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements, mais c'est la même chose pour notre collègue Bruno Gilles.

Nous avons donc tous intérêt à faire en sorte que le 3^{ème} arrondissement ait droit à un regard spécifique et attentif pour le tirer vers le haut. C'est l'intérêt non seulement du 3^{ème} arrondissement, mais aussi des autres secteurs de la ville.

Sur Euroméditerranée, le logement social ne doit pas être concentré là où il est déjà très fortement concentré. Donc le fait de passer de 30% à 25% me satisfait pleinement. Je crois que cela va dans le bon sens. Sur ces territoires, c'est comme cela qu'il faut le voir.

Pour toutes ces raisons, nous voterons ce rapport qui nous paraît cohérent.

Madame NARDUCCI.- Monsieur le Président, chers collègues, je ne peux pas ne pas intervenir puisque le 3^{ème} arrondissement est le centre des débats qui viennent d'avoir lieu. J'écoute avec attention. Je pense, Madame Philippe, que vous vivez à Disneyland, en tout cas dans votre tête. Je ne commenterai pas votre intervention et je partage le propos de M. Royer-Perreaut.

Je crois qu'il y a une chose qu'il faut arrêter de dire à Marseille. Il y a une réalité : le 3^{ème} arrondissement est très paupérisé, sa population a des revenus qui sont bien au-dessous de la moyenne de Marseille mais c'est un territoire sur lequel il y a un vrai travail depuis des années. Il faut arrêter de dire que ce 3^{ème} arrondissement est le plus pauvre de Marseille et de France.

Il y a une réalité, mais nous, responsables politiques, nous avons un rôle à jouer. A force de le montrer comme cet arrondissement tellement pauvre et tellement misérable, on ne rend service ni à la population, ni au quartier, ni aux efforts qui doivent être faits sur ces quartiers. Aujourd'hui, il y a bien sûr une petite partie d'Euroméditerranée qui intervient. Euroméditerranée est d'ailleurs plus sur le 2^{ème} que sur le 3^{ème} mais effectivement, il y a une intervention. De plus, il y a toute une politique ANRU qui intervient sur une partie de cet arrondissement pour lequel il y a d'énormes projets, d'énormes opérations en cours.

L'enjeu de ce programme ne concerne pas seulement les quartiers du 3^{ème} arrondissement mais bien Marseille puisque le 3^{ème} arrondissement est un quartier du centre-ville.

Evidemment, ce rapport ne peut qu'être favorable au troisième et à l'ensemble des territoires concernés par une intervention d'Euroméditerranée donc je voterai très favorablement ce rapport.

Monsieur LE PRESIDENT.- La Ville de Marseille bénéficie d'une chance formidable, extraordinaire, probablement unique d'avoir un programme tel qu'Euroméditerranée. J'ai eu le plaisir pendant pratiquement six ans de présider cette opération. Je dois vous dire que dans les 33 années de ma vie d'élu, c'est sans doute un des mandats que j'ai le plus apprécié, tout simplement parce que dans la vie d'un homme ou d'une femme qui a en charge la vie de la cité, imaginer, programmer, décider, construire, inaugurer, c'est le sens même de la démocratie, au sens littéral du terme. Et que serions-nous, que seriez-vous, si nous n'étions pas les uns et les autres porteurs de cette envie de changer, d'embellir, d'embellir la ville pour embellir nos vies ?

Je ne vous comprends pas. Votre propos, chère Madame, est complètement schizophrénique. Vous rêvez et puis vous avez la réalité. Vous vous êtes sans doute inspirée d'une publicité que l'on voit à la télévision où un comédien parle d'une compagnie d'assurance et rêve. Mais nous ne sommes pas une compagnie d'assurance. On est la vie et on est la ville.

Madame, quand vous rêvez, vous me donnez la force de continuer et quand vous revenez à la réalité, vous me désespérez.

Je voudrais vous dire que vous faites des constats, mais on n'a pas besoin de vous pour ça. On a des yeux pour voir, des oreilles pour entendre.

Lorsque je présidais Euroméditerranée, je me suis rendu à plusieurs reprises dans le secteur de Samia Ghali ou dans le secteur de Mme Narducci pour voir les réalités.

L'outil dont nous disposons, je dois le dire avec bonheur, est un outil formidable. Même s'il y a eu, récemment, quelques tentatives politiciennes, Euroméditerranée a fait fi des considérations politiciennes et nous avons travaillé pour l'intérêt de notre ville et l'intérêt de nos populations.

Quand vous ouvrez les yeux, Madame Philippe, vous ne pouvez pas me dire qu'Euroméditerranée 1, la première phase qui vient quasiment de s'achever après 20 ans, n'est pas une réussite extraordinaire pour ces quartiers et pour notre ville. Regardez ses résultats !

A l'occasion de Marseille Capitale de la Culture, où venaient les touristes les visiteurs, les Provençaux, voire même les Marseillais ? Ils venaient sur le J1, sur le J4, faire un parcours culturel dans tout ce qui a été construit ou ce qui existait déjà.

Il faut reconnaître très franchement que c'est une réussite remarquable, même si ça n'est pas parfait sans doute.

Vous avez parlé d'or dans votre rêve, mais ce n'est pas un rêve, c'est une réalité. Nous allons exhumer, non pas la rivière, mais le ruisseau des Aygalades et faire un parc de 14 hectares. C'est unique en France. Il n'existe pas une autre ville qui aujourd'hui en plein centre urbain va réaliser un jardin, un parc de cette importance.

J'ai eu le plaisir de défendre la candidature de notre ville auprès d'autres et d'obtenir une labellisation éco-cité. C'est tout à fait remarquable, mais vous l'avez dit. On voit que vous êtes parfaitement inspirée et que vous n'avez pas tronqué la réalité. Pourquoi voulez-vous qu'il y ait une différence entre le rêve et la réalité ?

Nous, tous ceux qui siègent autour de la table d'Euroméditerranée, toutes sensibilités confondues, avons fait la preuve que nous étions ensemble capables de transformer la ville. Donc, Madame, je vous invite à participer à cette transformation. Il est vrai que vous n'êtes pas autour de la table d'Euroméditerranée, mais cela peut arriver un jour et vous verrez que celui ou celle qui siègera sera tout autant passionné que nous le

sommes les uns et les autres pour transformer notre ville. Je ne veux pas imaginer qu'un élu, quelle que soit sa couleur politique, ne puisse pas plébisciter ce projet qui change la vie des gens.

Je voudrais dire tout simplement à M. Poggiale qu'il regarde mieux les chiffres. Il est prévu 25% de logements sociaux, c'est vrai, mais également 15% de logements en accession à la propriété. Car le logement n'est pas social que lorsqu'il est locatif ; il peut l'être aussi lorsqu'il est en accession sociale à la propriété. C'est le cas. Il y a donc 25% en locatif et 15% en accession à la propriété. Je vous dis cela tout simplement pour vous mettre en accord avec vous-même. Nous n'avons pas perdu cet objectif. Je pense même que l'appropriation est un vecteur d'intégration. Ménager 15% de logement social en accession à la propriété me paraît très important pour l'équilibre, pour éviter les ségrégations comme cela a été dit par les Maires d'arrondissement. Il n'y a aucune raison que nous pratiquions – je vais dire le mot car il a été dit par un illustre personnage Premier Ministre de notre République – une espèce d'apartheid social en bloquant tous les logements sociaux sur une partie du territoire et en évitant d'en faire ailleurs. Cet équilibre me paraît bon et l'accession sociale me paraît un excellent moyen d'intégration pour nos populations.

En tout cas, je vous remercie du soutien que vous apportez à cette formidable opération qui, cela a été dit par plusieurs orateurs, est cofinancée par l'ensemble des collectivités locales, des établissements publics et de l'Etat. D'ailleurs, je dois dire que tous les Gouvernements qui se sont succédé, depuis celui de M. Balladur, à qui nous devons cette opération initialement, ont continué à mettre de l'argent, mesdames et messieurs, mes chers collègues, tout simplement parce que c'est un grand succès.

Je vous remercie.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

22. AEC 007-22/05/15 CC - Approbation d'une convention opérationnelle d'objectifs, conclue avec la chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône pour la mise à jour du diagnostic agricole territorial dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION PROPRETÉ ENVIRONNEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Lapeyre pour la Commission « Propreté, Environnement, Développement Durable ».

Monsieur LAPEYRE.- Monsieur le Président, mes chers collègues, neuf rapports ont été soumis à l'approbation des membres présents de la Commission. Cinq concernent la propreté, un sur la thématique de l'eau et trois sur l'environnement et le développement durable sur notre territoire.

Tous ces rapports ont été adoptés par les membres présents de la Commission. Il est à remarquer que le groupe Front National a émis une réserve de vote sur tous ces rapports, mais nous en avons l'habitude. Ce qui est assez intéressant, c'est que les membres présents du Front National nous ont indiqué que c'était par tactique qu'ils

émettaient une réserve de vote. On peut se poser légitimement la question de savoir pourquoi ils viennent participer à nos Commissions puisqu'une Commission est un lieu d'échange, de débat.

23. PEDD 001-22/05/15 CC - Approbation du règlement de collecte et du règlement de la redevance spéciale de Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix les rapports n°23 à 26.

Le rapport est adopté à l'unanimité

24. PEDD 002-22/05/15 CC - Approbation d'une convention avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour le financement de la mise en place de composteurs collectifs sur le territoire de Marseille Provence Métropole

Le rapport est adopté à l'unanimité

25. PEDD 003-22/05/15 CC - Approbation d'une convention avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour le financement de la mise en place de composteurs individuels sur le territoire de Marseille Provence Métropole

Le rapport est adopté à l'unanimité

26. PEDD 004-22/05/15 CC - Approbation de l'avenant n°1 à la convention spécifique conclue avec Eco-Emballages relatives au soutien de standards expérimentaux pour les plastiques issus du tri primaire sur le Centre de Traitement Multifilières de Fos-sur-Mer

Le rapport est adopté à l'unanimité

27. PEDD 005-22/05/15 CC - Adhésion à la Médiation de l'Eau et prise en charge des prestations relatives à l'instruction des dossiers

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Giberti, avez-vous quelque chose à nous dire sur ce rapport ?

Monsieur GIBERTI.- En espérant que le fait de présenter ce rapport ne gêne pas trop le Front National... Il n'y a aucun souci pour cette question.

Le rapport est adopté à l'unanimité

28. PEDD 006-22/05/15 CC - Approbation de la création d'une Opération d'Investissement relative à la valorisation énergétique du patrimoine

Madame MASSE.- Monsieur le Président, lors de la Commission Propreté Environnement Développement Durable, ce rapport a soulevé quelques questions et des besoins de précisions de la part de notre groupe. Nous étions dans l'échange comme l'a dit le Président de la Commission. Nous souhaitons aujourd'hui soulever quelques questions.

Cette étude s'inscrit dans le cadre du Plan Climat Energie Territorial et de la mise en œuvre du programme de maîtrise de l'énergie qui en découle au sein du patrimoine de MPM.

Notre groupe est bien sûr favorable à ce rapport conformément aux objectifs généraux fixés en 2012 sous l'ancienne mandature.

Ce sont des réductions de consommation, des utilisations d'énergies renouvelables donc bien sûr que des belles avancées pour nos communes.

Concernant cette étude, on peut regretter en revanche qu'il n'y ait pas d'éléments qualitatifs et quantitatifs pour apprécier la pertinence du travail effectué et notamment pour ce qui concerne la localisation des investissements à consentir. Or, le montant de l'étude est loin d'être négligeable : 250 000 euros.

Nous avons par ailleurs compris que cette étude avait aussi pour objectif de réaliser un inventaire, au sens strict du terme, du patrimoine communautaire, donc, Monsieur le Président, un diagnostic général du patrimoine de MPM et non sur des sites prioritaires, comme vous l'énoncez dans cette délibération.

Je vous répète que nous voterons bien sûr pour ce rapport, mais nous souhaitons vraiment vous faire part de nos interrogations et nous souhaiterions disposer d'éléments circonstanciés pour apprécier la pertinence des résultats d'une étude relativement onéreuse.

Nous nous étonnons également que le volet inventaire patrimonial de cette étude ne soit toujours pas réalisé et ne soit pas confié aux services du patrimoine de MPM. Merci pour votre attention.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame Masse.

Tout d'abord, c'est 250 000 euros sur deux ans. Il y a une fois 150 000 et une fois 100 000. D'autre part, je me permets juste de préciser, car vous soulevez beaucoup de questions auxquelles je ne vais pas pouvoir répondre, qu'il y a 1400 sites à visiter, ce qui fait un prix de 178 euros par site. Je pense que ce n'est pas très cher. Il est vrai que le coût est impressionnant quand on le voit, mais la quantité des sites que nous avons à visiter est relativement importante. Nous répondrons aux questions que vous avez soulevées.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Monsieur MOLINO.- En ce qui concerne le rapport n°23, il s'agit bien de l'approbation du règlement de collecte mais sans la redevance spéciale car le rapport avait été retiré. Sommes-nous bien d'accord ?

Monsieur LE PRESIDENT.- Oui.

Monsieur Molino, nous en avons parlé en réunion du Bureau. Vous êtes arrivé en retard...

Monsieur MOLINO.- Il y avait des bouchons...

Monsieur LE PRESIDENT.- Cela arrive, ce n'est rien mais je l'ai bien précisé à nos collègues Maires. Nous avons pris cette décision en réunion des Maires, elle est maintenue.

Monsieur MOLINO.- Merci.

29. PEDD 007-22/05/15 CC - Approbation de l'adhésion de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole au réseau PACA 21 et versement de la cotisation pour l'année 2015 (Action 6.2 du PCET)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

M. Poggiale ne prend pas part au vote.

30. PEDD 008-22/05/15 CC - Approbation d'une convention avec l'Agence Régionale Pour l'Environnement (ARPE) pour l'utilisation et la reproduction du livret intitulé "Jardiner sans pesticides: la pratique des méthodes bio au jardin".

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous allez pouvoir jardiner sans pesticide !

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

30.bis PEDD 009-22/05/15 CC - Tarifications des prestations de propreté : modalités d'exonération

Madame CORDIER.- Ce rapport a reçu un avis favorable de la Commission. Il s'agit des modalités d'exonération sur les prestations que nous faisons aussi bien au niveau des communes que des associations. Nous avons voté il y a un an la tarification de nos prestations mais nous n'avons pas inscrit les modalités pour les exonérations. Donc cela vaut aussi bien pour les communes que pour les associations caritatives qui nous demanderaient cette exonération.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame Cordier et merci pour tout le travail que vous faites en direction de la propreté.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

COMMISSION DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS METROPOLITAINS

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Tian pour la Commission « Développement des transports métropolitains ».

Monsieur TIAN.- Monsieur le Président, la Commission s'est réunie le 11 mai. Il y a eu des débats extrêmement intéressants animés par notre excellent collègue Robert Assante.

Sur le rapport n°31, je note une réserve des élus de gauche concernant le rapport d'accessibilité. Peut-être s'exprimeront-ils à ce sujet tout à l'heure. Il faut noter également au rapport n°34 un rectificatif, que vous allez peut-être commenter, Monsieur le Président ou notre collègue Robert Assante, sur l'extension du réseau de tramway jusqu'au Lycée Saint Exupéry.

Les rapports n°36 à 40 concernent la facturation au quart d'heure dans les parkings. C'est quelque chose d'important, auquel vous tenez, Monsieur le Président puisqu'on considère que les parkings sont trop chers, notamment à Marseille. Heureusement, nous allons pouvoir facturer à partir du premier quart d'heure. Cela est rendu possible grâce à la loi Hamon du 14 mars 2014. Je crois que l'ensemble de nos collègues approuveront ces rapports. Ceci-dit, il y a eu un petit débat pour les communes de Cassis et de La Ciotat notamment, lorsque des facilités sont faites aux abonnés de certains parkings dont les communes ont la gestion.

C'était des débats très riches qui vont peut-être faire l'objet d'autres débats lors de l'examen de ces rapports.

31. DTM 001-22/05/15 CC - Présentation du rapport annuel de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur ASSANTE.- Avis favorable de la Commission.

Madame SALOUM-DALBIN.- Etant Présidente de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité, je souhaite apporter quelques précisions concernant ce rapport.

La Commission Intercommunale pour l'Accessibilité dresse le constat d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports dans le périmètre des compétences de Marseille Provence Métropole.

L'année 2013 constitue le premier seuil important de la mise en œuvre du SDAT, Schéma Directeur pour l'Accessibilité des Transports publics MPM, voté en juin 2010. Pour rappel, près de 3000 points d'arrêts sont concernés par cette programmation (dont 2 300 sur le réseau RTM).

70 arrêts ont été traités : le tramway et les navettes maritimes sont 100% accessibles, pour les lignes BHNS, nous atteignons environ 60%.

J'apporte des précisions sur l'accessibilité du métro : elle s'analyse au travers de la chaîne constituée par chacune des étapes du parcours :

- Accessibilité de la rue au quai de la station de départ,
- Du quai à l'intérieur d'une rame de métro,
- Déplacement sécurisé pendant le parcours,
- Accessibilité de la rame au quai de la station de destination,
- Et enfin du quai à la rue pour cette station.

Il est important de distinguer deux niveaux d'accessibilité :

- Accessibilité d'une station en tant que bâtiment classé ERP c'est-à-dire l'infrastructure bâtie permettant l'accès à une prestation
- D'autre part l'accessibilité des rames de métro : elle ne pourra être garantie qu'avec le remplacement des rames actuellement en circulation.

Les modifications des rames existantes exigeraient par conséquent des adaptations extrêmement coûteuses, compte tenu de leur vétusté et de leur durée de vie résiduelle.

Concernant le matériel roulant, nous avons atteint 100% de la flotte pour les bus à plancher bas, les rames de tramway et les navettes maritimes. Pour les bus équipés de rampe UFR, nous avons environ atteint 96% et pour l'information sonore et visuelle dans les bus 80%.

N'oublions pas que nous avons le service Mobimétropole confié à la RTM : il s'agit d'un service de transport à la demande de personnes à mobilité réduite qui fonctionne sur réservation préalable moyennant un tarif de 2 à 3,50 euros selon les zones concernées. Ce service s'adresse à l'ensemble des individus résidant sur l'une des 18 communes de la Communauté urbaine et titulaires d'une carte d'invalidité à 80%.

Nous avons constaté une augmentation du nombre d'adhérents, de voyageurs et de kilomètres parcourus, c'est pour cela que nous renforçons les moyens matériels disponibles avec une augmentation du nombre de véhicules en circulation (8 fourgons supplémentaires portant le total à 27 fourgons), nous avons créé l'envoi automatique de

SMS pour aviser les clients d'un retard supérieur à dix minutes et nous avons effectué la mise en place de valideurs permettant l'utilisation de la carte Transpass.

Enfin, nous avons des marges de progression encore importantes sur la mise en accessibilité du réseau de bus urbains, cependant la mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP) est un outil à saisir qui nous permettra de prioriser la programmation des interventions sur le réseau, pour les trois années qui viennent et à compter de cet automne.

Je vous remercie.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci beaucoup chère collègue. C'était très intéressant de porter toutes ces connaissances à notre Assemblée.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

32. DTM 002-22/05/15 CC - Approbation de l'augmentation de l'enveloppe financière de la 2ème phase pour les subventions aux particuliers d'achat d'un Vélo à Assistance Electrique (VAE)

Monsieur LE PRESIDENT.- Ça marche, je les ai testés !

Madame HAMMOUCHE.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je souhaiterais au nom du groupe APEM poser une question concernant cette augmentation de l'enveloppe financière pour les subventions aux particuliers pour l'achat d'un Vélo à Assistance Electrique.

Nous y sommes évidemment favorables.

Nous souhaitons en effet souligner qu'il s'agit d'une opération efficace qui a rencontré un réel succès puisqu'il s'avère nécessaire d'augmenter les crédits affectés à l'année 2014 pour la solder.

Nous connaissons tous ici, les difficultés récurrentes auxquelles l'on se heurte, singulièrement à Marseille, pour promouvoir les modes de locomotion doux.

La Ville de Marseille est en effet dans ce domaine, en retard par rapport à des métropoles de taille comparable.

Contrairement à ce qui nous a été affirmé en réunion de Commission par M. Assante, dont nous ne mettons absolument pas en cause la bonne foi, je le précise, il semble bien qu'il ne soit pas envisagé de prolonger cette opération, ce que nous regrettons vivement.

Elle est pourtant conforme aux ambitions de notre Plan Climat Energie territorial.

Elle est également conforme à notre Schéma de Déplacement qui se fixe comme objectif d'obtenir 1% de report modal des déplacements depuis la voiture et le deux-roues thermiques, vers les modes de transport à assistance électrique.

Monsieur le Président, l'accès au vélo électrique reste relativement onéreux. L'aide significative que nous accordions jusqu'alors, était de nature à améliorer son accessibilité. Nous pouvons donc légitimement craindre que la fin de l'accompagnement financier limite le recours à ce mode de transport.

Comme je l'ai indiqué en préambule, nous voterons cette augmentation de crédits mais demandons à ce que soit reconsidérée cette décision d'abandonner le principe et les modalités de cette aide.

Je vous remercie de votre attention.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vais donner la parole à M. Assante. Merci de votre intervention très mesurée. Je ne sais pas qui vous a dit et où vous avez entendu que nous allions arrêter ces aides. Le bilan de l'an passé est excellent. Il y a un engouement, une attractivité pour le vélo électrique et on peut le comprendre car qu'on a fait du vélo dans Marseille, il y a des moments où l'assistance électrique est une bonne chose ! Quand on habite Verduron haut et qu'on part de Saint Louis...

Ceci étant posé, devant le succès de ce que nous avons fait précédemment, nous venons, si vous me permettez l'expression, de « remettre 30 000 euros au pot », ce qui permet un financement maximum de 400 euros par vélo et stimule l'envie des particuliers d'acheter un vélo.

Vous ne l'avez peut-être pas vu, mais nous allons lancer un système de location de vélos électriques avec des armoires non pas inviolables mais renforcées, dans lesquelles on pourra recharger la batterie directement à une prise. Ce système aujourd'hui en fonction sur le site de l'école Kedge de Luminy, je l'ai inauguré il y a huit jours. Il va fonctionner avec la carte Transpass. Si vous êtes abonné à la carte Transpass, et pas forcément au bus, vous pourrez passer votre carte devant la borne qui va désigner le boîtier dans lequel vous prendrez votre batterie. Vous la mettez sur votre vélo, vous déverrouillez et vous partez. La recharge est gratuite.

Je pense que c'est un système de nature à inciter les gens à continuer de circuler en vélo. De plus, vous mesdames, quand vous pédalez, nous trouvons cela très gracieux...

Nous sommes très favorables à ce mode de déplacement et nous allons continuer l'expérience. Je dois vous dire que pour accompagner tout cela, mais Robert Assante en dira peut-être un mot, nous allons mettre en service des voiturettes qui seront utilisables avec la carte Transpass selon le même principe. Nous allons également mettre en service six bus électriques que vous pourrez admirer à l'occasion de la Foire de Marseille.

Monsieur ASSANTE.- Monsieur le Président, vous avez tout dit, permettez-moi de dire le reste !

Entre ce matin, celles qui font des rêves et celles qui entendent des voix...

[Brouhaha]

Franchement, cela valait la peine d'être là ce matin.

Chers collègues, à aucun moment nous viendrait à l'idée, au Président Teissier et moi-même ainsi que tous ceux qui soutiennent cette politique, de remettre en cause ce qui fonctionne très bien. Le Président vient de vous le dire à l'instant : nous augmentons la participation. Celle-ci sera plus importante en 2015 et nous ferons en sorte de l'imposer à la Métropole pour avoir une continuité. Nous voulons développer le vélo électrique. Nous faisons même une restructuration des voies à Marseille, mais cela peut se faire ailleurs sur la Communauté urbaine. Nous allons l'intégrer sur le projet de rénovation de Sakakini /Françoise Duparc pour lequel le Président a débloqué une enveloppe budgétaire de 70 millions d'euros. Il y aura une voie douce réservée et sécurisée pour les utilisateurs de vélos et vélos électriques. Je vous rappelle que la distance sur laquelle nous aurons à travailler est de 4 kilomètres. Ce sera sans doute la plus grande artère sécurisée en la matière.

Nous essayons d'installer, partout où nous le pouvons, dans le cadre du projet ELECTRA, des racks pour pouvoir mettre en consigne les batteries. Nous avons quelques petits problèmes avec la SNCF car lorsque nous voulons faire les plates-formes multimodales en sortie des gares, celle-ci, compte tenu du plan Vigipirate, nous dit : *faites-le, c'est une excellente idée, mais ne le faites pas sur notre territoire. Si vous le faites à côté, c'est mieux*. On se sent là aussi encouragés et soutenus à aller de l'avant.

Oui, c'est une vraie bonne politique. Les Marseillais s'investissent plus. En aucune manière quelqu'un aurait pu dire que cela pourrait être remis en cause. Ne nous

refaites pas, s'il vous plait, le coup des navettes maritimes. On crie, on crie et à la fin on dit : *c'est grâce à nous que ça existe.*

Pas du tout ! C'est grâce à nous et on va continuer, Monsieur le Président.

Monsieur MONTAGNAC.- Monsieur le Président, permettez-vous à certains Maires de rêver ?

Monsieur LE PRESIDENT.- Bien sûr, tout le monde y a droit et ça ne coûte pas cher !

Monsieur MONTAGNAC.- Ne pourrait-on pas étendre cette décision aux villes ? Car avec mon collègue de Gémenos, même si cela ne fait pas plaisir à nos collègues du Front National, nous étions en train d'évoquer cette possibilité. Nous avons des villes difficiles d'accès avec un vélo. Ne pourrait-on envisager de mettre à disposition des vélos électriques avec une participation de la ville certes, mais également une participation de la Communauté urbaine.

Monsieur LE PRESIDENT.- Il n'y a aucun problème, il suffit que les Maires des communes en manifestent l'intention. Vous allez avoir une réponse de notre collègue Robert Assante et nous le ferons dans les communes qui le souhaiteront...

Monsieur ASSANTE.- Mais nous faisons, Monsieur le Président, nous faisons !

Monsieur LE PRESIDENT.- Si vos deux communes le souhaitent, nous allons l'étudier avec plaisir. Je me permets de vous rappeler que l'on vient de faire, il y a trois semaines, une démonstration avec une équipe professionnelle de cyclistes marseillais dans deux communes dont la vôtre. Le vélo est bien présent sur MPM, y compris sur la Côte Bleue, mais si vous voulez du vélo avec de l'assistance électrique, ce que je crois que le Maire de Gémenos souhaite car son vélo classique à trois pignons et deux plateaux était usé, pas de problème, nous allons vous donner satisfaction.

[Rires]

Monsieur ASSANTE.- La transition est parfaite. Cela se fait déjà cher collègue. Les habitants de votre commune ont déjà eu le soutien de la Communauté urbaine. Cinq personnes en ont bénéficié à Carry-le-Rouet. Il y en a à Gémenos, à Cassis et nous allons encore le développer.

La commune qui utilise le plus cette procédure est celle de M. Patrick Boré puisqu'il y en a une cinquantaine. Nous le faisons sur toutes les communes. J'ai le détail dans un document que je tiens à votre disposition. Cela marche déjà cher collègue.

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce à quoi je pensais, Monsieur Assante et peut-être ce qu'il faudrait étudier et mettre à disposition dans les communes voisines, c'est le système que nous avons expérimenté sur l'école de commerce Kedge.

Monsieur ASSANTE.- Sur Kedge, on est dans un domaine privé.

Monsieur LE PRESIDENT.- On peut l'étendre au domaine public.

Monsieur ASSANTE.- A Gémenos, c'est en cours pour toute la zone d'entreprises.

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est un autre service que l'on peut proposer aux populations.

Madame HAMMOUCHE.- Je ne peux pas ne pas répondre Monsieur le Président. Quand on m'appelle Bernadette Soubirou, je suis obligée de répondre, Monsieur Assante. Sauf erreur de ma part, Monsieur Assante...

Monsieur LE PRESIDENT.- C'était quelqu'un de bien Bernadette Soubirou...

Madame HAMMOUCHE.- Tout à fait, mais M. Assante aura l'élégance de me laisser le dernier mot, j'en suis sûre.

Simplement pour rappel, à la Commission, nous avons débattu largement de cette question et c'est justement devant votre indécision que j'ai préféré me faire confirmer par le Président lors du Conseil communautaire la pérennisation de cette opération.

Permettez-moi d'ajouter, puisque vous me tendez la perche : il faudrait peut-être aussi étendre cette opération à tous les quartiers de Marseille et pas simplement dans les quartiers où il fait bon vivre.

J'espère qu'on en termine-là. Je ne pose des questions que lorsqu'en Commission, j'ai le sentiment que ce n'était pas clairement défini.

(M. Assante demande la parole).

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous arrêtons là. Vous êtes d'accord tous les deux d'ailleurs. Je peux comprendre la retenue de M. Assante car c'est sur le bilan annuel. Si cette année, c'est encore un succès, nous continuerons.

Par ailleurs, il n'est pas question de quartier, ce sont des particuliers qui en font la demande. C'est accordé que ces particuliers habitent à un endroit ou un autre.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

33. DTM 003-22/05/15 CC - Adhésion de Marseille Provence Métropole à l'Association AGIR Transport et paiement de la cotisation annuelle 2015

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

34. DTM 004-22/05/15 CC - Première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron - Approbation du programme de l'opération.

Madame GHALI.- Monsieur le Président, ce rapport est important pour Marseille, pour la Communauté urbaine et demain pour la Métropole car il va dessiner l'avenir de nos quartiers à travers le transport et le tramway. J'espère que demain, tous nos territoires, toute notre Métropole seront irrigués en transports en commun.

Mais pour y parvenir, je trouve que l'on est un peu sur le rythme de la tortue qui avance lentement. Même si, dans cette Assemblée, je ne nous trouve pas très vieux, je crains que malheureusement, nous ne puissions pas voir l'aboutissement total de ces projets.

Depuis que je fais de la politique, j'ai une crainte quand je vois mes collègues, peu importe le bord politique, qui se sont battus pour des projets en espérant les voir se finaliser, ne pas les avoir vus se finaliser. J'espère que cela ne nous arrivera pas. Peu importe les combats politiques que nous menons les uns et les autres, finalement, nous avons tous envie de voir arriver ce pour quoi nous nous sommes battus dans l'intérêt de la population. C'est quelque chose, qui, en tant qu'élus, est un peu frustrant, je pense que nous serons d'accord.

Je regarde le tracé du tramway et la proposition que vous faites. Nous en avons parlé dans l'avion, vous et moi, Monsieur le Président...

[Brouhaha]

Eh oui, on se parle souvent. Je ne vois pas que le Président, je vois également le Maire de Marseille. Les Parlementaires ont la chance de pouvoir se parler de temps en temps hors hémicycle et cela nous fait du bien d'ailleurs ! Cela permet de parler de manière complètement détendue et sans esprit politicien.

Je vous avais fait part de mon inquiétude de ne pas voir arriver le tramway jusqu'au lycée Nord car la deuxième phase me paraît très éloignée.

Je peux entendre que cela se fasse en deux phases, il n'y a pas de débat, je ne veux même pas opposer le Nord au Sud en termes de nombre de kilomètres, ce n'est pas cela qui m'intéresse. Nous sommes avant tout Marseillais et le transport doit se faire aussi dans les quartiers Sud car il y a une nécessité. Je sais combien en tant que Maire de secteur, vous vous êtes battu pour finalement obtenir ce que vous allez obtenir aujourd'hui.

Je ne suis pas Présidente de la Communauté urbaine et j'espère que l'on n'est pas obligé d'être président d'une institution pour obtenir finalement ce qu'on espère avoir en tant que Maire. J'espère de ce point de vue-là avoir votre appui.

Un comité interministériel se tiendra la semaine prochaine. Il est de bon ton que nous puissions réclamer que l'Etat nous donne un peu plus pour que la phase 1 et la phase 2 se fassent en même temps.

Car mettre le tramway aux portes du 15^{ème} arrondissement, sans le poursuivre jusqu'au lycée Nord, est, de mon point de vue, une faute stratégique. Je parle sous l'écoute de Mme Caradec, adjointe à l'urbanisme. Nous travaillons sur des dossiers avec la Ville de Marseille. Nous avons notamment la partie Madrague Plan, Mardirossian qui sont des ZAC qui vont être développées en termes urbanistiques et économiques. C'est « dans les cartons », et nous avons même déjà décidé d'un beau projet.

Je trouve dommage que le tramway n'aille pas jusqu'en haut car cela remet complètement en cause ces projets dont nous avons besoin pour le développement économique de la Ville de Marseille.

Sur cette question, je demande qu'on puisse se laisser encore un temps de discussion, de réflexion pour demander à toutes les collectivités d'abonder afin de faire cela dans une phase qui soit moins longue que celle inscrite sur le document que vous nous présentez.

Monsieur POGGIALE. - Monsieur le Président, le rapport rectificatif n°34 propose de revenir au schéma de transports collectifs en sites propres du PDU voté en 2013, qui a bien inscrit cette double extension Nord-Sud pour aller au Sud jusqu'à La Rouvière, au Nord jusqu'à La Castellane et non le Lycée St-Exupéry, comme il était mentionné dans le premier rapport inscrit à l'ordre du jour.

C'est la raison pour laquelle nous avons déposé un amendement, qui n'a plus lieu d'être aujourd'hui, puisque vous avez su anticiper, Monsieur le Président, la prise en compte de notre proposition de s'en tenir aux destinations du PDU.

Nous vous en donnons volontiers acte.

Car le problème pour nous n'est pas tant de défendre le Nord contre le Sud. Il n'est pas de réduire les destinations au Sud pour rallonger celles du Nord.

En réalité, ce qui est en jeu, c'est de permettre l'égalité d'accès aux transports en commun en site propre que l'on habite à La Rouvière ou à La Castellane.

Cette connexion Nord-Sud ne résoudra pas tous les problèmes ; mais elle est une contribution indispensable pour recoudre le tissu social et urbain de Marseille, pour faciliter les mobilités alternatives à la voiture.

Et c'est bien dans cet esprit qu'avait été établie une sorte de règle d'équilibre Nord-Sud des réalisations, kilomètre après kilomètre, de transports collectifs en sites propres.

Nous constatons qu'on est en train de pencher vers le Sud.

Trois illustrations de ce constat :

Premièrement la programmation financière :

203,4 millions d'euros programmés d'ici 2022 vers le Sud, pour 67,8 millions d'euros programmés d'ici 2022 vers le Nord.

Deuxièmement, le phasage :

En 2023, quand il sera question de mettre en œuvre la phase 2 de cette extension, 74% du parcours aura été réalisé vers La Rouvière, contre 23% vers La Castellane. J'ai entendu ce que disait Mme Ghali, je partage volontiers qu'il serait souhaitable d'accélérer les deux phases pour le Nord.

Troisièmement, le métro :

Rappelons que parallèlement à cette extension du tramway Sud-Nord, est également prévu le prolongement du métro de Dromel vers Saint-Loup.

Extension tout à fait nécessaire, mais dont la longueur est 4 fois plus grande que celle de Bougainville à Capitaine Gèze, sans qu'aucune avancée ne soit à signaler sur la mise en œuvre d'une étude d'un prolongement du métro vers l'Hôpital Nord.

Nous entendons bien les questions de phasages, de variantes d'itinéraires et bien sûr de financement que soulève à juste titre le rapport pour être en mesure de finaliser le projet à l'horizon 2023. A condition qu'elles ne viennent pas justifier des déséquilibres.

Et s'agissant des financements, permettez-moi de renouveler nos quatre propositions :

Premièrement, agir auprès du Gouvernement pour le rappeler à ses responsabilités et ses engagements depuis 2013 en matière de transports pour la deuxième ville de France.

Deuxièmement, puisque l'Etat nous veut Métropole de premier rang, qu'il nous autorise à disposer du même taux de Versement Transport que Paris et les Hauts de Seine, soit 2,85 contre 2 actuellement. Rien que pour le territoire de MPM c'est un accroissement possible des recettes de 70 millions d'euros par an.

Troisièmement, créer un fonds d'équipement du transport métropolitain, alimenté sur au moins 20 ans par une participation annuelle prélevée sur l'immobilier bureaux-commerces-activités.

Quatrièmement, élargir le champ des mutualisations. Par exemple pour le renouvellement des rames de métro identiques à celles du Grand Lyon qui s'engage comme nous dans cette opération. Une mutualisation de la commande ne peut que générer des économies non négligeables.

Aujourd'hui, nous enregistrons positivement la rectification de cette extension de La Rouvière à La Castellane et nous voterons pour ce rapport.

Monsieur ASSANTE.- Monsieur le Président, il y a un an, vous étiez installé dans cette fonction de Président de la Communauté urbaine, vous avez élu vos Vice-présidents et donné à chacun sa lettre de mission.

Celle que j'ai reçue correspondait à un axe majeur de la politique que vous vouliez conduire au sein de la Communauté urbaine : faire en sorte que la politique de déplacement dans cette ville, dans cette Communauté urbaine, soit la plus large et la plus

ambitieuse qui soit, en fonction des moyens mis à disposition. J'ai employé sciemment le terme « déplacement » plutôt que « transport ». Car on ne peut regarder le déplacement sur notre périmètre qu'en type de transport.

On a évoqué à l'instant le vélo électrique. Cela paraît modeste et peut-être pas à l'échelle, mais ceux qui vont bénéficier sur l'exercice 2015 des vélos à assistance électrique, puisque c'est inscrit dans le budget 2015, s'inscrivent dans cette définition de déplacement.

Quand on réfléchit à mettre en place des voitures électriques en auto-partage dans cette ville, voire dans la Communauté urbaine, on s'inscrit, là encore, dans un mode de déplacement qui n'est pas celui dont nous avons hérité. Nous sommes en pleine innovation.

Quand vous demandez, Monsieur le Président, dès votre arrivée à la présidence, de poursuivre les navettes maritimes, quels que soient les faux procès qu'on nous ait faits, nous sommes, là aussi, dans des alternatives complémentaires aux navettes maritimes. Mieux que cela, vous souhaitez que nous mettions en expérimentation, un prolongement des navettes maritimes de la Pointe Rouge jusqu'aux Goudes. Au passage, je vous indique les chiffres de ce début de saison sur les deux navettes qui existent au Nord et au Sud. Même si cette semaine, on enregistre un léger fléchissement, 45 000 personnes ont déjà été transportées par ces navettes mises en place fin avril.

Mieux que cela, les engagements qui avaient été pris en matière de tramway sont maintenus. Vous allez inaugurer la semaine prochaine la ligne Canebière Castellane. Nous allons inaugurer en fin d'exercice 2016, le prolongement du métro pour aller à Capitaine Gèze. Aujourd'hui, votre volonté est de poursuivre, aussi bien au Nord qu'au Sud le déplacement par tramway.

Nous avons délibéré à plusieurs reprises sur ces objectifs. Nous avons toujours été soutenus à l'unanimité dans cette définition. Aujourd'hui, j'entends comme une surenchère qui consisterait à dire : *comme vous allez faire cela, vous devriez aller plus loin.*

Un terme un peu fort, me semble-t-il, a été employé par rapport à l'ambition de votre politique. On entend dire que ce serait une « faute » de ne pas aller au-delà.

Le dossier présenté lors de l'appel à projet national consistait bien en un axe de Capitaine Gèze jusqu'aux hôpitaux Sud. Ce dossier avait été présenté et soutenu par l'équipe précédente puisque elle s'était inscrite dans cette définition.

Aujourd'hui, nous sommes conformes à l'engagement. Nous souhaitons prolonger jusqu'à Saint Exupéry, nous souhaitons que cela se fasse dans les meilleures conditions qui soient.

Monsieur le Président, Monsieur le Député, vous avez suivi le psychodrame d'Ecomouv' et tout ce que nous espérions en termes de subvention et d'aides financières. Il devait y avoir dans l'appel à projet 800 millions d'euros distribués sur la France entière. Après le psychodrame de Mme la Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, pour des raisons qui lui appartiennent, il a été décidé d'arrêter cela et nous nous sommes retrouvés, après bien des débats au Parlement, à n'avoir plus qu'une enveloppe de 400 millions d'euros.

Nous faisons avec ce que l'on met à notre disposition. Aujourd'hui, on nous annonce que l'on va avoir une réunion interministérielle sous l'autorité du Premier Ministre. Bien ! Nous sommes attentifs à ce qu'il pourra apporter.

Rappelez-vous, Monsieur le Président, nous avons eu cela avec le précédent Premier Ministre. Il a beaucoup apporté, il a beaucoup dit dans le cadre d'une campagne municipale un peu agitée. Aujourd'hui, nous aimerions que le Premier Ministre, avant d'en rajouter, nous confirme les 3,5 milliards d'euros prévus car cela s'éloigne quelque peu...

Sans arrêt, on nous dit : *vous devez aller plus loin, vous devez faire mieux, vous devez comprendre la situation de tous les quartiers.* Nous le faisons. Si nous faisons cet axe

majeur Saint-Exupéry / hôpitaux Sud, c'est bien qu'il s'inscrit dans cette définition. Pourquoi nous faire un procès d'intention aujourd'hui en disant que nous ne le ferons pas demain alors que nous ne faisons, délibération après délibération, que confirmer les engagements ?

M. Poggiale, à l'instant, m'interpellait en disant : *nous aimerions savoir où en est le prolongement du métro vers l'hôpital Nord*. Les pré-études sont en train de se faire pendant que nous parlons et nous aurons l'occasion de vous les présenter pour aller plus avant sur ce dossier. Je vous rappelle que l'investissement envisagé s'élève à plus de 800 millions d'euros qu'il nous faudra tous, collectivement, partager, financer.

J'ajoute, Monsieur le Président, que vous avez fermement décidé et donné les instructions nécessaires pour que les rames du métro, qui auraient dû commencer à être renouvelées depuis une petite dizaine d'années, le soient effectivement. L'enveloppe budgétaire prévue est de plus de 500 millions d'euros.

Le métro à Saint Loup est indispensable, tout le monde le reconnaît. L'enveloppe budgétaire prévue est de 560 millions d'euros. Si on additionne toutes les enveloppes budgétaires cumulées de ce que je viens de dire, on est aux alentours des deux milliards d'euros et tout cela dans l'expression gentille qui consiste à dire : prolongez, facilitez, augmentez.

Monsieur le Président, tout à l'heure, vous rappeliez que la RTM a décidé d'acheter des bus électriques, 6, avec tranche optionnelle de 6.

Monsieur le Président, je me suis rendu à Paris avec votre Directeur Général des Services, Philippe Blanquefort, pour rencontrer M. Pierre Mongin puisque M. Pierre Mongin, quittant ses fonctions, a quand même une vision très précise de la chose. Nous l'avons interpellé pour savoir s'il accepterait que nous mutualisions nos acquisitions de bus électriques avec la RATP. La RTM et la RATP. Le dossier est parti, Monsieur le Président.

Donc nous dire qu'il faut mutualiser, qu'il faut partager, qu'il faut participer avec d'autres : oui, nous le faisons. Dans 15 jours, je serai à Paris pour une réunion avec Roland Ries pour mutualiser au niveau du tramway notre définition et les définitions des autres communes qu'elles soient de droite ou de gauche.

En un an, Monsieur le Président, on a pratiquement décidé, orienté, défini ce qu'est la politique en matière de transport de la mandature.

Des voix.- Bravo !

Monsieur ASSANTE.- Oui, vous pouvez dire bravo car tout cela n'avait pas forcément été défini de la même manière. C'est une stratégie pensée avec de l'opérationnalité.

Monsieur le Président, vous imaginez qu'en 2016, vous allez lancer la procédure d'appel d'offres du prolongement du tramway du Sud au Nord et on voudrait, Monsieur le Président, minimiser l'action que vous menez !

[*Tumultes*]

Regardez, écoutez-les, entendez-les, ils souffrent mais ils ne peuvent se retenir !

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci beaucoup Monsieur Assante.

(*Plusieurs demandes de prise de parole*)

Vous avez dit ce que vous vouliez les uns et les autres, M. Assante a répondu, c'est la règle du genre.

Je voudrais juste dire un mot. Il a très bien répondu, ce n'est peut-être pas toujours agréable à entendre, je suis d'accord avec vous, mais il a dit ce qu'il fallait dire.

Mesdames, messieurs, mes chers collègues, on ne peut dépenser que ce que l'on a, c'est aussi simple que ça. Pour répondre à Mme Ghali, je serais ravi de pouvoir dire :

l'Etat vient de nous aider de manière extraordinaire, on part d'un côté et de l'autre ! Ce n'est pas possible. Je n'ai pas la possibilité de le faire. Si mon prédécesseur avait pu le faire, il l'aurait peut-être fait aussi car je l'ai assez tanné pour cela. Son prédécesseur, je l'ai tanné également pour qu'il y ait le métro à Saint Loup. Cela fait 18 ans que l'on parle du métro à Saint Loup, il n'est toujours pas arrivé. Les gens des quartiers Sud et Ouest de Marseille ont aussi beaucoup de patience. Eux aussi se déplacent. Eux aussi vont travailler. Eux aussi ont des problèmes de désenclavement etc.

Je ne serai pas très long mais je vais vous dire deux choses.

La première des choses est qu'aujourd'hui, dans le cadre de la future Métropole, le Gouvernement, avec une générosité extraordinaire, nous propose 50 millions d'euros, c'est-à-dire une aumône !

[Brouhaha]

Vous ne pouvez pas dire le contraire Madame Carlotti, c'est la vérité. C'est 50 millions. Vous le savez, vous êtes Parlementaire mais peut-être n'étiez-vous pas là le jour où nous avons eu une séance publique à propos de la loi NOTRe au cours de laquelle j'ai questionné la Ministre qui n'a pas répondu.

Aujourd'hui, nous avons 50 millions, c'est-à-dire une rigolade ! 50 millions, c'est moins que ce que MPM doit donner pour la réalisation de la L2, simplement pour cette année, puisque notre participation est de 64 millions.

50 millions pour 1,8 million d'habitants et 92 communes, vous serez tous d'accord pour me dire que c'est une rigolade ! On ne peut pas entreprendre des travaux à caractère métropolitain ou avancer dans la ville centre avec des moyens aussi faibles.

Madame Ghali, vous parlez d'or. Moi aussi, je suis plutôt favorable pour aller jusqu'à Saint Exupéry. Ce que nous avons choisi en matière d'études, c'est exactement ce que le Gouvernement, majorité que vous soutenez d'ailleurs, nous a autorisé à faire.

Le trajet va jusqu'à La Gaye et non pas La Rouvière, Monsieur Poggiale. Il faut que les journalistes arrêtent de parler de La Rouvière, il n'a jamais été question d'aller jusqu'à La Rouvière, mais d'aller jusqu'aux hôpitaux Sud, tout d'abord parce qu'il n'y a pas de financement, que l'Etat ne participe pas au prolongement de cette voie et qu'ensuite la voirie ne permet pas d'y aller. Il faudrait des millions et des millions, ce n'est pas réaliste. Ne racontons pas d'histoire. Si nous arrivons aux hôpitaux Sud, ce sera déjà formidable.

Nous sommes restés dans l'épure de ce que l'Etat nous a fixé. Il nous a fixé jusqu'à capitaine Gèze d'un côté, nous avançons dans ce sens et de l'autre côté, jusqu'aux hôpitaux Sud, nous avançons dans ce sens également.

Le Premier Ministre va venir la semaine prochaine. Les Parlementaires et les Maires pourront lui poser des questions et lui dire : *Monsieur le Premier Ministre, aidez-nous, ce n'est pas suffisant !*

Les 400 millions dont parlait M. Assante tout à l'heure ne nous permettent pas de rattraper le retard considérable que notre ville a depuis bien longtemps. Allons-y ensemble, demandons-lui ce qu'il va faire pour nous aider davantage que ce qu'il a annoncé à l'heure d'aujourd'hui.

Je vous fais remarquer également que dans le Plan Etat Région, nous ne sommes pas très favorisés non plus. Là aussi, on aurait pu en matière de transport, mettre peut-être un peu plus de moyens qu'il n'en est mis aujourd'hui dans la balance.

Je voudrais continuer pour dire que les venues du Premier Ministre et ensuite du Président de la République pourront peut-être leur ouvrir les yeux sur les nécessités qu'il y a à aider cette ville.

Je voudrais vous donner quelques chiffres. Monsieur Poggiale, vous avez annoncé quelques chiffres qui ne sont pas tout à fait les bons. Je ne dis pas qu'ils sont faux, mais je vais vous donner les vrais chiffres.

Pour ce qui concerne la phase 1 en direction du Sud Est, c'est-à-dire Castellane / Dromel, c'est 139 millions d'euros, matériel roulant compris, estimation faite à ce jour. Je m'empresse de vous dire que c'est trop cher. Je ne comprends pas pourquoi les travaux sont plus chers à Marseille qu'à Montpellier ou à Lyon. Pour faire passer un tramway, cela devrait être à peu près pareil. C'est beaucoup trop cher chez nous donc il va falloir qu'on revoie les prix.

Pour la phase Nord n°1, c'est 132 millions d'euros.

Vous voyez : d'un côté 139, de l'autre 132.

Ensuite, pour la deuxième phase vers le Sud, c'est-à-dire de Dromel aux Hôpitaux de Sainte Marguerite, c'est 50 millions. Pour la phase Nord n°2, c'est 110 millions.

Voilà les chiffres à ce jour (que je souhaite d'ailleurs faire baisser).

Par ailleurs, je dois vous dire que du temps de la mandature de mon prédécesseur, nous avons fait quelques travaux en direction du Nord. On ne peut pas toujours dire : *Et nous ! Et nous !* Il en faut un peu aussi de l'autre côté, c'est cela l'équilibre. D'ailleurs, je fais en sorte que les choses soient respectées.

Le BHNS, qui circule comme un bus car il y a trop peu de passage en site propre, a coûté 32 millions d'euros. La gare du BHNS à l'hôpital Nord a coûté deux millions d'euros. Actuellement, les travaux en cours de l'extension du métro jusqu'à Capitaine Gèze et le pôle multimodal coûtent 100 millions d'euros. Les travaux à venir et notamment la trémie de Capitaine Gèze vont coûter 30 millions d'euros.

Le total s'élève à 242 millions d'euros.

Je ne peux pas dire qu'on ait abandonné cette partie de ville.

Nous essayons, avec la bonne volonté des uns et des autres, de rattraper le retard, mais il faut que nous ménagions des équilibres. Je considère que l'on a trop parlé de fracture comme si, dans cette ville, la Canebière était une ligne de démarcation ; d'un côté, il faudrait tout faire et de l'autre, on ne serait bon qu'à payer !

Il faut trouver des équilibres, le faire ensemble pour que les choses soient respectées. Nous nous y employons.

Celui qui vous parle aujourd'hui, qui était il y a un an de l'autre côté de la tribune, soutenait le précédent Président dans la trame qu'il imaginait entre le Nord et le Sud. J'ai toujours considéré qu'en matière de transports viaires, c'était la seule pertinence dans cette ville qui s'étire en longueur, prisonnière d'un côté par son littoral et de l'autre côté par ses collines.

Nous essayons d'avancer. Nous allons investir massivement sur la plate-forme multimodale. Cela a un coût considérable. Nous faisons cela dans le cadre d'Euromed, dans le cadre de la rénovation de tous ces quartiers.

Permettez-moi de dire que cette fois-ci, le tramway va partir du côté Sud Est pour arriver à Dromel et qu'ensuite, il partira de l'autre côté pour se prolonger d'Arenc jusqu'à Capitaine Gèze. Nous avançons dans le sens Nord Sud ou Sud Nord pour prolonger ce qui me paraît être l'épine dorsale des transports de cette ville.

Ceci étant dit, mes chers collègues, je sou mets ce rapport n°34 à votre approbation. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

35. DTM 005-22/05/15 CC - Mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein du parking Verdun à La Ciotat

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

36. DTM 006-22/05/15 CC - Mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein du parking "Marché" à Cassis

Monsieur JULLIEN-FIORI.- Le Président Tian a rappelé que nous avons eu un débat à ce sujet. C'était juste une inquiétude de la part des communes puisque nous avons des abonnés qui, dans certains parkings, ont une heure gratuite, deux heures gratuites, voire la journée entière gratuite. Ce parking ne faisait pas partie de la délégation de service public et du cahier des charges de la délégation donnée à Effia. Nous voulions juste nous assurer, car cela n'avait pas été écrit dans le rapport, que les abonnés qui, jusqu'à présent profitent des deux heures ou de la journée gratuite sur ces parkings, pourraient continuer à le faire. Nous avons été rassurés par les services donc bien sûr nous voterons favorablement ce rapport.

Je profite d'avoir la parole pour vous dire que ce quart d'heure gratuit et le fait qu'on mette à disposition ces parkings à tarif réduit aux usagers de la Métropole, rentrent dans un plan global de déplacement.

Je rappelle que nous avons travaillé pendant plusieurs années sous l'ancienne mandature sur le PDU. Tout cela été inscrit au PDU. Cela va dans le bon sens.

Je rappelle qu'avec l'ancienne mandature et maintenant, dans la continuité républicaine, nous avons mis le turbo sur les voitures électriques, les vélos électriques. J'avais personnellement participé à une réunion sur la mobilité durable. Cela date de 2012. Vous voyez que pour qu'un projet sorte, qu'il aboutisse, notamment pour les voitures électriques, il faut trois ou quatre ans.

Il faut que nous soyons tous réalistes, il faut que nous soyons tous conscients que ce que nous faisons ici est structurant. Vous comparez par rapport à Lyon, par rapport à Montpellier. Je connais bien Lyon puisque j'étais un très jeune élu en 1989 sous la mandature de Michel Noir. Le métro et le tramway, cela a pris 25 ans.

Donc certes Marseille a beaucoup de retard, certes la Communauté urbaine dans son ensemble a beaucoup de retard, mais le travail qui a été fait sur les première, deuxième et troisième mandatures est structurant. Nous en tirerons les bénéfices plus tard. Le travail va dans le bon sens et je vous en remercie.

J'en profite pour dire que la station Twizy de Cassis, grâce au travail de Robert Assante, grâce à votre travail et au travail initié sur le PDU par l'ancienne mandature, va enfin aboutir. C'est un projet qui est extrêmement important et structurant. Ce sont 20 stations pilote qui partent de Marseille, remontent la vallée de l'Huveaune et viennent jusqu'à Cassis et bientôt La Ciotat.

A Gémenos, mon cher Rolland, une station sera installée sur la zone d'entreprises, à Aubagne également dans la zone Apollon. C'est très intéressant. Tout cela va dans le bon sens. Ce sont des petites pierres, mais nous y arriverons.

[Applaudissements]

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci de votre intervention.

Je vous rassure pour la question qui était initialement posée. Les services ne font pas sans l'autorisation du politique, c'est comme ça que fonctionne la République et bien sûr les « avantages » pour les abonnés sont maintenus.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

37. DTM 007-22/05/15 CC - Mise en œuvre de la tarification au quart d'heure sur les parcs relais de Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

38. DTM 008-22/05/15 CC - Mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

39. DTM 009-22/05/15 CC - Approbation d'une convention avec le Conseil départemental des Bouches du Rhône pour le financement du parking de la gare SNCF de Cassis.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

40. DTM 010-22/05/15 CC - Approbation d'une convention avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône portant sur le financement du parking relais de la gare SNCF de Pas des Lanciers à Saint Victoret

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION VOIRIE ET SIGNALISATION

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Guigui pour la Commission « Voirie et Signalisation ».

Monsieur GUIGUI.- Monsieur le Président, trois rapports sont présentés au Conseil. Ils ont obtenu un avis favorable unanime de la Commission avec naturellement réserve de vote du groupe Front National.

Deux rapports concernent des conventions avec le Conseil départemental. Le troisième rapport mérite toute notre attention puisqu'il s'agit d'approuver un programme de requalification de la rocade du Jarret et le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre.

Ce projet est très important parce qu'il complète les travaux qui ont déjà été entrepris dans la première phase du Vieux Port, et bientôt ceux de la deuxième phase ainsi que la réalisation de la L2, dont la mise en service est prévue en 2017. Cela assurera un report de trafic conforté par la réalisation du Boulevard Urbain Sud à venir.

Actuellement, la rocade du Jarret est le seul itinéraire de contournement de la ville. Avec les travaux qui ont été entrepris, nous pouvons entrevoir de retrouver une fonction de boulevard urbain et d'assurer une desserte inter-quartiers.

Ce Jarret est d'une longueur de 4,2 kilomètres. L'affectation de cette autorisation de programme pour un montant de 72 millions va permettre de redonner à cette voie un caractère beaucoup plus convivial.

C'est un lancement de programme, nous avons demandé une étude sur la présentation de deux fois deux voies, des aménagements ciblés pour les transports en commun, une réorganisation du pôle d'échanges de la Timone, une végétalisation du boulevard, un élargissement des trottoirs, l'aménagement d'une piste cyclable. Il s'agit en fait de retrouver un aspect un peu plus convivial et un peu plus urbain.

41. VOI 001-22/05/15 CC - Approbation du programme de la requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4ème, 5ème et 10ème arrondissements) - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre

Monsieur GILLES.- Monsieur le Président merci.

A mon tour, je vais vous exprimer ma grande satisfaction au sujet de ce rapport. M. Albert Guigui a commencé à dévoiler quelques pistes. On ne connaît pas le projet, il n'est pas ficelé, c'est pour cela que nous votons ce rapport avec une autorisation de programme importante de près de 72 millions d'euros.

Il faut simplement rappeler rapidement que depuis plus de 50 ans, les Marseillaises et les Marseillais qui habitent sur le tracé du Jarret, soit plusieurs dizaines de milliers de personnes, subissent directement ou indirectement ces nuisances. Rappelez-vous, il y a quelques années, un classement national considérait une partie du Jarret, la partie Fleming plus exactement, comme faisant partie des dix points les plus noirs de France, c'est-à-dire parmi les dix points les plus pollués de France.

Je rappelle également que sur une partie du Jarret, il y a une concentration médicale très importante avec les hôpitaux de la Timone et de la Conception, le bâtiment médico-technique, les nouvelles urgences, le futur IHU du professeur Raoult. C'est le premier pôle de santé public de France et d'Europe.

Même s'il subsiste, Monsieur le Président, et je vous en ai fait part, de nombreuses questions sur le délai, le financement, le projet définitif qui sera retenu, l'urgence de traiter au plus vite la partie Timone / Conception avec tous ces flux de voitures, de patients, de familles et de fournisseurs, aujourd'hui est un jour important puisqu'un vrai pas est franchi. Et ce pas, Monsieur le Président, nous le franchissons grâce à votre décision.

Je vous ai assez ennuyé depuis un an comme j'ai assez ennuyé l'ancien Président, comme j'avais assez ennuyé le Président encore avant et comme demain, je continuerai à ennuyer le ou la futur (e) Président (e) de la Métropole...

Monsieur LE PRESIDENT.- Et moi, je vais le faire...

Monsieur GILLES.- On a parlé ce matin de personnes qui rêvaient ou faisaient des cauchemars, ma conclusion sera une formule un peu célèbre.

Bruno Gilles, avec 30 ou 40 000 personnes l'ont rêvé, Guy Teissier l'a fait ou le fera.

En tout cas, merci Monsieur le Président, au nom de la mairie et des élus des 4^{ème} et 5^{ème} arrondissements et surtout au nom des presque 20 000 habitants qui directement ou indirectement subissent les nuisances du Jarret depuis une cinquantaine d'années. Merci.

[Applaudissements]

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci cher collègue, merci beaucoup.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

42. VOI 002-22/05/15 CC - Approbation d'une convention avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône portant sur le financement de la requalification de la Grand Rue à Marseille (2ème arrondissement) et approbation de l'affectation des crédits de l'opération d'investissement n°2014/00049

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

43. VOI 003-22/05/15 CC - Approbation d'une convention avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour le financement et la réalisation de l'opération d'aménagement de la place Saint-Roch à Marseille (9ème arrondissement).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION INNOVATION PROSPECTIVE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Orgeas, la Commission «Innovation, prospective et enseignement supérieur » s'est réunie le 12 mai.

44. IPE 001-22/05/15 CC - Participation de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à deux salons professionnels consacrés à l'immobilier d'entreprise : le SIMI et le MIPIM

Monsieur ORGEAS.- Monsieur le Président, avis favorable unanime pour la participation de MPM à deux salons de l'immobilier d'entreprises, salons où nous avons une belle visibilité.

Monsieur LE PRESIDENT.- Deux grands salons, le SIMI qui se tient à Paris et le MIPIM qui se tient à Cannes et qui est sans doute le plus grand salon européen de l'immobilier et de l'attractivité.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Monsieur LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, l'ordre du jour est épuisé, la séance est levée.

La prochaine séance se tiendra le 3 juillet. Je vous remercie toutes et tous.

(La séance est levée à 11 heures 30).